

Séance plénière 1 : Les principes de la gouvernance du secteur de la sécurité

Format : Exposé en séance plénière
Groupes de discussion

Objectifs :

- Envisager les définitions plus larges de la sécurité, de la justice, de la transparence, de la responsabilité et de la légitimité dans leurs cadres constitutionnels.
- Examiner les principes, les organisations, les intervenants et les processus de la surveillance de la gouvernance de la sécurité (politique, budgétaire, administrative, etc.).
- Définir le contrôle civil du secteur de la sécurité et définir le rôle et les relations de la société civile avec les institutions de gouvernance de la sécurité.

Contexte :

Dans la majeure partie de la période postcoloniale, les dirigeants africains ont défini la sécurité en termes d'État et de survie du régime. Cette approche a été imprégnée de la logique de la projection de force et du pouvoir dur et a produit des régimes très personnalisés dirigés soit par des hommes en uniforme, ou par ceux qui ont des liens durables avec les institutions des forces armées. Au cours de cette période, une grande partie de l'appareil de sécurité d'État du continent était préoccupé par le soutien et l'extension du contrôle du régime sur la sphère publique et privée. Au cours des dernières décennies, cependant, la notion de sécurité a évolué pour inclure la « sécurité humaine », qui favorise la protection de l'individu sur la sécurité du régime. Cette période a connu une expansion de la démocratie, du contrôle des civils sur le secteur de la sécurité en Afrique, avec des limites des termes de l'élection présidentielle prévue par la Constitution devenant progressivement la norme. Ainsi, en plus de la préoccupation de l'État avec de la sécurité dure, il y a maintenant davantage l'accent sur les besoins des citoyens et le bien-être de la communauté.

L'évolution de la nature de l'insécurité en Afrique demande une recalibration des rôles et des missions du secteur de la sécurité, à la fois en interne et à l'égard des institutions civiles, des communautés et des individus. Des efforts visant à améliorer la sécurité ont donc été entrepris dans un contexte plus large de la bonne gouvernance, de la sécurité des citoyens et de la gestion efficace des conflits. Ce processus, connu sous le nom de réforme du secteur de la sécurité (RSS), appelle à une approche intégrée pour la transformation des institutions responsables de la sécurité de l'État et de la sécurité humaine, s'appuyant sur une gamme d'intervenants sur toute l'étendue du gouvernement, de la société civile et du secteur privé.

L'appropriation locale de la réforme, ce qui permet que des initiatives soient conçues et dirigées à l'échelle locale ou nationale, est l'un des fondements de la RSS. Alors que les donateurs extérieurs ou des pays partenaires peuvent fournir un appui pour le changement institutionnel, les efforts de réforme devraient, à terme, venir de l'intérieur. L'appropriation de la RSS ne peut pas être mise en œuvre à moins qu'une vaste gamme d'intérêts locaux, régionaux et nationaux ne soient capturés et pris en compte dans le processus. Cela signifie la participation des collectivités locales et des organisations non étatiques, de la société civile, des médias, des groupes politiques et religieux, etc., pour identifier les préférences et les priorités des citoyens et les transmettre aux décideurs politiques.

La subordination du secteur de la sécurité aux institutions souveraines et civiles est une autre caractéristique essentielle de la réforme du secteur de la sécurité. Alors que les questions de gouvernance en matière de sécurité, la transparence, la responsabilité et la légitimité comme étant la majeure d'entre elles, sont depuis longtemps entrées dans le langage courant sur le terrain, l'exceptionnalisme des forces armées et le secret excessif restent problématique en Afrique.

Dans un cadre de contrôle civil démocratique, les institutions du secteur de la sécurité jouent un rôle crucial dans la supervision de la planification et de l'exécution des directives de la politique du secteur de la sécurité en Afrique. Dans l'ensemble, ces organismes de surveillance fournissent la transparence et la responsabilité du secteur de la sécurité, réduisant de façon ultime les niveaux de corruption et d'impunité, minimisant le népotisme et garantissant que les droits de l'homme sont respectés. La transparence protège également contre l'indiscipline en matière fiscale et l'appropriation illicite, fait la promotion de l'efficacité opérationnelle et améliore les niveaux globaux de professionnalisme et de confiance. En raison du monopole d'État sur le recours à la force, le contrôle civil démocratique est nécessaire pour garantir que ce pouvoir est utilisé de manière efficace et responsable pour fournir la sécurité de l'État et la sécurité humaine.

Questions à discuter :

- En quoi la définition de la « sécurité » a-t-elle évolué en Afrique afin de refléter les changements de l'environnement de sécurité ?
- Comment fonctionnent la légitimité et la responsabilité dans l'impact de la gouvernance de la sécurité dans les institutions et chez les particuliers ? Pourquoi est-elle importante ?
- Quels sont certains des défis de gouvernance en matière de sécurité les plus pressants ? Comment ces défis ont-ils évolué au fil du temps ?
- Au-delà de l'établissement traditionnel de la sécurité (p. ex., les forces armées, la police, la gendarmerie et les services de renseignement), en quoi d'autres intervenants et institutions devraient-ils être inclus dans le débat national sur la définition des intérêts de la gouvernance de la sécurité ?

Lectures recommandées :

Julie Chalfin and Linda Thomas-Greenfield, « L'initiative sur la gouvernance en matière de sécurité » *PRISM*, vol. 6, n° 4, 2017.

http://cco.ndu.edu/Portals/96/Documents/prism/prism_6-4/5-Chalfin_Thomas-Greenfield.pdf?ver=2017-05-12-110304-557

Émile Ouédraogo, « Faire progresser le professionnalisme des forces armées en Afrique, » Centre d'études stratégiques sur l'Afrique, document de recherche du CESA n° 6, juillet 2014. En anglais et en français :

<https://africacenter.org/publication/advancing-military-professionalism-in-africa/>

Sommaire du rapport sur le développement dans le monde en 2011 : Les conflits, la sécurité et le développement, Banque mondiale, 2011. En anglais et en français :

<http://documents.worldbank.org/curated/en/806531468161369474/World-development-report-2011-conflict-security-and-development-overview>

Document d'information de la RSS de la gouvernance du secteur de la sécurité, Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), 2015. En anglais et en français : <http://www.dcaf.ch/security-sector-governance-applying-principles-good-governance-security-sector-0>